

Art. 7. Les relations entre les titulaires visés à l'article 2 et les membres du personnel dont il ne connaît pas la langue ont lieu par l'intermédiaire de l'adjoint bilingue.

Art. 8. L'adjoint bilingue, désigné conformément au présent arrêté, reçoit en compensation des tâches supplémentaires en vue de garantir l'unité de jurisprudence, une indemnité annuelle à concurrence de 5.784,82 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'adjoint bilingue qui est ou a été adjoint bilingue conformément à l'ancienne réglementation, ne reçoit pas d'indemnité. Le titulaire d'une fonction de management ou d'encadrement désigné comme adjoint bilingue conformément au présent arrêté ne reçoit pas non plus d'indemnité.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux s'applique également à l'indemnité visée à l'alinéa 1^{er}. Elle est liée à l'indice-pivot 138,01.

Art. 9. Les droits pécuniaires acquis par les agents qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont désignés ou ont été désignés en qualité d'adjoint bilingue conformément à l'ancienne réglementation, restent acquis. Le cas échéant, ils conservent également le grade dont ils étaient revêtus en surnombre.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 12 octobre 2002 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2004.

Art. 11. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Art. 7. De betrekkingen tussen de houders, bedoeld in artikel 2 en de personeelsleden wiens taal zij niet bewezen hebben, geschieden door bemiddeling van de tweetalig adjunct.

Art. 8. De tweetalig adjunct, aangeduid overeenkomstig dit besluit, ontvangt ter compensatie van de extra taken ter verzekering van de eenheid van rechtspraak een jaarlijkse vergoeding ten bedrage van 5.784,82 euro.

In afwijking van het eerste lid, ontvangt de tweetalig adjunct, die tweetalig adjunct is of geweest is overeenkomstig de vroegere regeling, geen vergoeding. De houder van een management- of staffunctie die overeenkomstig dit besluit wordt aangeduid als tweetalig adjunct, ontvangt tevens geen vergoeding.

De mobiliteitsregeling die toepasselijk is op de wedde van het personeel van de federale overheidsdiensten is eveneens van toepassing op de vergoeding vermeld in het eerste lid. Ze wordt verbonden aan de spilindex 138,01.

Art. 9. De pecuniaire rechten verworven door de ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit als tweetalig adjunct aangewezen zijn of aangewezen geweest zijn overeenkomstig de vroegere regeling blijven verworven. Desgevallend behouden ze tevens de graad waarmee ze in overtal werden bekleed.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 12 oktober 2002 en treedt buiten werking op 31 december 2004.

Art. 11. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION**

F. 2003 — 2382

[C — 2003/02121]

16 MAI 2003. — Arrêté royal accordant des primes linguistiques aux membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale

RAPPORT AU ROI

Sire,

Dans le cadre de l'entrée en vigueur de l'article 43^{ter} de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative, inséré par la loi du 12 juin 2002, il convient d'examiner également le système de la prime linguistique.

Chaque agent fédéral reçoit actuellement une prime linguistique quel que soit le certificat de connaissances linguistiques qu'il possède et qu'il ait besoin ou non de ces connaissances pour l'exercice de sa fonction.

A ce jour, seules les personnes suivantes doivent obligatoirement avoir des connaissances linguistiques :

— les agents nommés au cadre bilingue dans un établissement scientifique, un organisme d'intérêt public ou une institution publique de sécurité sociale, étant donné que la connaissance suffisante de la deuxième langue était une condition de nomination au cadre bilingue;

— les membres du personnel occupés dans les services régionaux du Service public Finances dans la Région de Bruxelles-Capitale, tant les niveaux 1, B, C et D que le chef du service;

— le chef d'un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale, pour qui est requise la connaissance suffisante de la deuxième langue;

— le chef d'un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi en dehors de Bruxelles-Capitale, pour qui est requise la connaissance suffisante de la deuxième langue.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

N. 2003 — 2382

[C — 2003/02121]

16 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot toekenning van taalpremies aan de personeelsleden van het Federaal Administratief Openbaar Ambt

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In het kader van de inwerkingtreding van het artikel 43^{ter} van de taalwetgeving bestuurszaken, ingevoegd bij de wet van 12 juni 2002, past het eveneens het taalpremiestelsel te bekijken.

Op dit ogenblik krijgt elke federale ambtenaar ongeacht welk bewijs van taalkennis hij heeft en of hij dit nodig heeft bij de uitoefening van zijn functie een taalpremie.

Op heden hebben slechts volgende personen een verplichte taal-kennis :

— de ambtenaren benoemd in het tweetalig kader in een wetenschappelijke instelling, een instelling van openbaar nut of een openbare instellingen van sociale zekerheid, gezien de voldoende kennis van de tweede taal een voorwaarde tot benoeming in het tweetalig kader was;

— de personeelsleden tewerkgesteld in de gewestelijke diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën in het Brussels Hoofdstedelijk gewest, zowel niveau 1, B, C en D als het hoofd van de dienst;

— het hoofd van een uitvoeringsdienst waarvan de werkring het ganse land bestrijkt en die gevestigd is in Brussel Hoofdstad, namelijk de voldoende kennis van de tweede taal;

— het hoofd van een uitvoeringsdienst waarvan de werkring het ganse land bestrijkt en die gevestigd is buiten Brussel Hoofdstad, namelijk de voldoende kennis van de tweede taal.

En outre, les membres du personnel des services publics visés à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, à savoir les services publics fédéraux, les établissements scientifiques, les organismes d'intérêt public et les institutions publiques de sécurité sociale, peuvent prouver volontairement la connaissance élémentaire, suffisante ou approfondie de la deuxième langue au SELOR.

À l'avenir, les membres suivants du personnel devront notamment avoir des connaissances linguistiques légalement requises :

- les titulaires d'une fonction de management doivent avoir la connaissance linguistique requise, à savoir la connaissance adaptée à la tâche d'évaluation;

- les personnes désignées comme adjoint bilingue;

- les agents nommés au cadre bilingue dans un établissement scientifique, un organisme d'intérêt public ou une institution publique de sécurité sociale, étant donné que la connaissance suffisante de la deuxième langue était une condition de nomination au cadre bilingue;

- les titulaires d'une fonction qui a été désignée par le Roi comme une fonction assurant l'unité de jurisprudence;

- toute personne qui est le chef fonctionnel - évaluateur de membres du personnel d'un autre rôle linguistique que le sien doit donner la preuve de la connaissance adaptée à la tâche d'évaluation ou se faire assister par un collègue du rôle linguistique de l'évalué qui a prouvé cette connaissance;

- les membres du personnel occupés dans les services régionaux du Service public Finances dans la Région de Bruxelles-Capitale, tant les niveaux 1, B, C et D que le chef du service;

- le chef d'un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale, pour qui est requise la connaissance suffisante de la deuxième langue;

- le chef d'un service d'exécution dont l'activité s'étend à l'ensemble du pays et dont le siège est établi en dehors de Bruxelles-Capitale, pour qui est requise la connaissance suffisante de la deuxième langue.

Ces trois premières groupes susmentionnés sont toutefois exclus du champ d'application du présent arrêté.

Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel statutaire et contractuel de la Fonction publique Administrative fédérale c'est-à-dire les services publics fédéraux, les établissements scientifiques, les organismes d'intérêt public et les institutions publiques de sécurité sociale, ainsi qu'aux membres des Cellules stratégiques. La remarque du Conseil d'État relative au Palais des Beaux-Arts semble, renseignements pris, avoir été résolue lors des discussions du projet d'arrêté royal relatif à la carrière des membres du personnel des services publics fédéraux. En effet, le Palais des Beaux-Arts y a déjà été enlevé du champ d'application de l'arrêté royal du 3 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. La question ne se pose donc pas. Le Palais des Beaux-Arts ne fait plus partie de la Fonction publique administrative fédérale et possède son propre statut.

Les titulaires d'une fonction de management et d'encadrement et les adjoints bilingues, étant donné qu'une réglementation propre leur est appliquée, sont exclus du champ d'application.

Nous sommes d'avis qu'il est indiqué d'accorder une prime plus élevée pour ces tâches supplémentaires aux membres du personnel qui ont vraiment besoin d'un certificat de connaissances linguistiques dans l'exercice de leur tâche. Premièrement ce sont ceux pour qui une connaissance linguistique est légalement obligatoire. Les cas les plus courants sont mentionnés ci-dessus.

Ceux qui sont toutefois inscrits au cadre bilingue pour lequel il faut satisfaire à l'obligation légale d'une connaissance suffisante de la deuxième langue, sont toutefois exclus s'ils n'utilisent cette connaissance que pour ce cadre bilingue. La simple promotion au cadre bilingue donne donc droit à la prime linguistique minimale comme c'est le cas actuellement. Le fait que l'on possédait cette connaissance suffisante fait en effet en sorte qu'ils avaient plus de chances d'obtenir une promotion. Si ces personnes s'occupent toutefois aussi de l'évaluation ou de l'unité de jurisprudence à l'avenir, elles peuvent recevoir cette prime linguistique. Sans préjudice de la remarque du Conseil d'État, nous conservons cette possibilité. Nous supposons en effet que la Commission permanente de Contrôle linguistique réalise, conformément à l'article 61, § 2, des lois coordonnées, le contrôle sur l'application de ces lois de manière approfondie et ne permettra dès lors pas de violation de ces lois.

Deuxièmement les membres du personnel dont une partie de la sélection comparative était une épreuve linguistique volontaire recevront également une prime linguistique.

Verder kunnen personeelsleden van de overheidsdiensten bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, zijnde de federale overheidsdiensten, de wetenschap-pelijke instellingen, de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen van sociale zekerheid vrijwillig de elementaire, voldoende of grondige kennis van de tweede taal bewijzen bij SELOR.

In de toekomst zullen de volgende personeelsleden onder andere een wettelijk verplichte taalkennis dienen te hebben :

- de houders van een managementfunctie een verplichte taalkennis te hebben namelijk de kennis aangepast aan de evaluatietaak;

- de personen aangeduid als tweetalig adjunct;

- de ambtenaren benoemd in het tweetalig kader in een wetenschappelijke instelling, de instelling van openbaar nut of een openbare instellingen van sociale zekerheid, gezien de voldoende kennis van de tweede taal een voorwaarde tot benoeming in het tweetalig kader was;

- de houders van een functie die door de Koning werd aangeduid als een functie die de eenheid van rechtspraak verzekert;

- elke functionele chef - evaluator van personeelsleden van een andere taalrol dan de zijne, dient het bewijs te leveren van de kennis aangepast aan de evaluatietaak ofwel zich laten bijstaan door een persoon van de taalrol van de geëvalueerde die deze kennis bewezen heeft;

- de personeelsleden tewerkgesteld in de gewestelijke diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën in het Brussels Hoofdstedelijk gewest, zowel niveau 1, B, C en D als het hoofd van de dienst;

- het hoofd van een uitvoeringsdienst waarvan de werkring het ganse land bestrijkt en die gevestigd is in Brussel Hoofdstad, namelijk de voldoende kennis van de tweede taal;

- het hoofd van een uitvoeringsdienst waarvan de werkring het ganse land bestrijkt en die gevestigd is buiten Brussel Hoofdstad, namelijk de voldoende kennis van de tweede taal.

De eerste drie bovenvermelde groepen worden echter uitgesloten uit het toepassingsgebied van onderhavig besluit.

Onderhavig besluit is van toepassing op het statutair en contractueel personeel van het Federaal Administratief Openbaar ambt zijnde de federale overheidsdiensten, de wetenschappelijke instellingen, de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen van sociale zekerheid, evenals de leden van de Cel beleidsvoorbereiding. De opmerking van de Raad van State betreffende het Paleis voor Schone Kunsten blijkt bij navraag reeds opgelost te zijn bij de besprekingen van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de loopbaan van de personeelsleden van de federale overheidsdiensten. Daar werd namelijk het Paleis voor Schone Kunsten reeds uit het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 3 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut gelicht. Dus de vraag stelt zich niet. Het Paleis voor Schone Kunsten behoort niet meer tot het Federaal Administratief Openbaar Ambt en heeft zijn eigen statuut.

De houders van een management- en staffunctie en de tweetalig adjuncten, gezien voor hen een eigen regeling werd uitgewerkt, worden uitgesloten van het toepassingsgebied.

We menen dat het past die personeelsleden die hun bewijs van taalkennis daadwerkelijk nodig hebben bij de uitoefening van hun functie of taak, een hogere premie te geven voor die extra-taken. Dit zijn in eerste instantie diegene voor wie een taalkennis wettelijk verplicht is. De meest courante gevallen worden hierboven opgesomd.

Diegene die echter ingeschreven staan op het tweetalig kader waarvoor men dient te voldoen aan de wettelijke vereiste van een voldoende kennis van de tweede taal, worden echter uitgesloten indien zij deze kennis enkel gebruiken voor dit tweetalig kader. De loutere bevordering in het tweetalig kader geeft dus recht op de minimale taalpremie zoals op heden. Het feit dat men deze voldoende kennis had, zorgt er namelijk voor dat zij meer kans op bevordering hadden. Indien deze personen echter ook instaan voor evaluatie of eenheid van rechtspraak in de toekomst, kunnen zij wel deze taalpremie ontvangen. Overminderd de opmerking van de Raad van State behouden wij deze mogelijkheid. We gaan er namelijk van uit dat de Vaste Commissie voor Toezicht overeenkomstig artikel 61, § 2, van de gecoördineerde wetten de controle op de toepassing van deze wetten grondig doet en derhalve geen schendingen van deze wetten zal toelaten.

In tweede instantie ontvangen tevens die personeelsleden waarvan de vergelijkende selectie als onderdeel een vrijwillige taalproef omvat de taalpremie.

Pour ceux qui ont prouvé les connaissances linguistiques mais qui n'en ont pas besoin, les primes linguistiques sont maintenues. Les conditions et modalités d'octroi sont les mêmes que celles contenues dans l'arrêté royal du 30 avril 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel des administrations de l'Etat.

Il s'agit aujourd'hui schématiquement des indemnités indexées suivantes :

(voir tableau)

Voor diegene die de taakennis bewezen hebben maar ze niet nodig hebben, blijven de huidige taalpremies behouden. De voorwaarden en nadere regels van toekenning zijn dezelfde als deze vervat in het koninklijk besluit van 30 april 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel van de rijksbesturen.

Schematisch betreft het vandaag volgende geïndexeerde vergoedingen :

(zie tabel)

Type de connaissance linguistique — Soort taakennis	Fixation du montant mensuel brut indexé — Bepaling van het geïndexeerd brutomaandbedrag		
	Niv. 1	Niv. B et/en C	Niv. D
Connaissances linguistiques élémentaires requises, telles que fixées dans l'article 4, § 2, 2° — Vereiste elementaire taakennis, zoals bepaald in artikel 4, § 2, 2°	/	€ 48,51	€ 48,51
Connaissances linguistiques élémentaires, fonctionnelles, suffisantes ou approfondies non requises, telles que fixées dans l'article 4, § 2, 1°, 3° et 5° à 7° — Niet-vereiste elementaire, functionele, voldoende of grondige taakennis, zoals bepaald in artikel 4, § 2, 1°, 3° en 5° tot en met 7°	€ 32,07	€ 16,04	€ 16,04
Connaissances linguistiques fonctionnelles, suffisantes ou approfondies requises pour l'évaluation, telles que visées dans l'article 4, § 2, 3° et 5° à 7° et § 3, 1° et l'article 4, § 2, 4° — Vereiste functionele, voldoende of grondige taakennis voor evaluatie, zoals bedoeld in artikel 4, § 2, 3° en 5° tot en met 7° en § 3, 1° en artikel 4, § 2, 4°	2 × le montant annuel des augmentations salariales moyennes de l'échelle de traitement liée au grade ou à la classe de fonctions du membre du personnel — 2 × het jaarlijks beloop der gemiddelde weddenverhogingen van de weddenschaal verbonden aan de graad of de functieklasse van het personeelslid		
Connaissances linguistiques fonctionnelles, suffisantes ou approfondies requises pour l'unité de jurisprudence, telles que fixées dans l'article 4, § 2, 5° à 7° et § 3 — Vereiste functionele, voldoende of grondige taakennis voor eenheid van rechtspraak, zoals bedoeld in artikel 4, § 2, 5° tot en met 7° en § 3	4 × le montant annuel des augmentations salariales moyennes de l'échelle de traitement liée au grade ou à la classe de fonctions du membre du personnel — 4 × het jaarlijks beloop der gemiddelde weddenverhogingen van de weddenschaal verbonden aan de graad of de functieklasse van het personeelslid		

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

AVIS 35.045 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration, le 11 mars 2003, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "accordant des primes linguistiques aux membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale", a donné le 8 avril 2003 l'avis suivant :

Portée et fondement légal du projet

1. Le projet d'arrêté soumis pour avis tend à accorder des primes linguistiques dans le cadre de la "fonction publique administrative fédérale".

Le projet contient un certain nombre de définitions (article lek, circonscrit le champ d'application de l'arrêté en projet (article 2) et règle les modalités d'octroi de la prime (article 3), son montant (article 4 et annexe), son mode de liquidation et les conséquences de l'interruption de l'exercice de la fonction quant à savoir si elle est due (article 5).

Enfin, le projet contient une disposition abrogatoire (article 6) et une disposition concernant son entrée en vigueur (article 7).

2. Le régime en projet ne trouve pas son fondement légal dans l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, dès lors que cet article ne comporte aucune règle ou délégation en matière de primes linguistiques.

ADVIES 35.045/1 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 11 maart 2003 door de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot toekenning van taalpremies aan de personeelsleden van het Federaal Administratief Openbaar ambt", heeft op 8 april 2003 het volgende advies gegeven :

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit strekt tot de toekenning van taalpremies binnen het "federaal administratief openbaar ambt".

In het ontwerp worden een aantal definities opgenomen (artikel 1), wordt het toepassingsgebied van het besluit omschreven (artikel 2), en worden de toekenningsvoorwaarden (artikel 3), het bedrag (artikel 4 en bijlage), de uitbetaling en de gevolgen van de onderbreking van de ambtsuitoefening op het verschuldigd zijn van de premie (artikel 5) geregeld.

Tot slot bevat het ontwerp een opheffingsbepaling (artikel 6) en een bepaling betreffende zijn inwerkingtreding (artikel 7).

2. De rechtsgrond van de ontworpen regeling dient niet te worden gezocht in artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, dat geen enkele regeling of delegatiebepaling inzake taalpremies bevat.

En revanche, le fondement légal est procuré, pour les administrations centrales de l'Etat, par les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution et, pour les institutions publiques, respectivement par l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et par l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1967 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997. Ces dispositions habilitent le Roi à déterminer le statut des membres du personnel concernés.

Examen du texte

Préambule

1. Compte tenu de l'observation formulée sur le fondement légal de l'arrêté en projet, il convient de remplacer les premier et deuxième alinéas du préambule par trois alinéas qui se réfèrent respectivement aux articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1954 (en mentionnant la loi de remplacement du 22 juillet 1993) et à l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997.

2. Au troisième alinéa actuel du préambule (qui devient le quatrième alinéa), il faut également faire état de l'arrêté modificatif du 5 septembre 2002.

3. Au cinquième alinéa du préambule, on écrira "de Notre Ministre du Budget" au lieu de "du Ministre du Budget".

Article 2

Interrogé par l'auditeur rapporteur sur la situation de l'établissement public "Palais des Beaux-Arts", le délégué du gouvernement a déclaré ce qui suit :

« Het Paleis voor Schone Kunsten is niet opgenomen in de lijst vermeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken. In dat artikel 1 zijn enkel nog die overheidsdiensten opgenomen die het statuut van het rijkspersoneel onvoorwaardelijk volgen. Eventueel dienen uwe dan het koninklijk besluit van 30 april 1991 enkel op te heffen voor die (instellingen) die onder het toepassingsgebied van het nieuwe (besluit) vallen. Op PSK is namelijk via het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, het koninklijk besluit van 29 juni 1973 (*Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 1973 en erratum gepubliceerd in *Belgisch Staatsblad* van 25 september 1973) houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries (van toepassing) welk het koninklijk besluit van 30 april 1991 vermeldt. »

Article 3

1. Mieux vaudrait à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, se référer à l'article 4, § 1^{er}, au lieu de se référer, en général, à l'article 4.

2. Concernant l'article 3, 3°, le délégué du gouvernement a déclaré :

« Eigenlijk is artikel 2, 3° (lees : artikel 3, 3°) overbodig geworden door de artikel 5, vierde lid, dat uitdrukkelijk bepaalt dat men de premie verliest indien men 30 dagen ononderbroken afwezig is tenzij in de gevallen bepaald in het vijfde lid ».

Compte tenu de l'article 5, alinéas 4 et 5, mieux vaudrait en effet omettre l'article 3, 3°.

Article 4

1. Au paragraphe 1^{er}, on écrira dans le texte français "le niveau de connaissance linguistique" au lieu de "le niveau des connaissances linguistiques" et "au tableau figurant en annexe" au lieu de "au tableau repris en annexe". Aux paragraphes 1^{er} et 3, on écrira dans le texte néerlandais "het vereiste" au lieu de "de vereistheid".

2. Dans la phrase introductive de l'article 4, § 2, il y aurait lieu d'écrire "Par niveau..., l'on entend" au lieu de "Par le niveau..., on vise".

La même observation vaut pour l'article 4, § 3.

3. Il conviendrait d'écrire à l'article 4, § 2, 1°, "visé dans les articles 8, 9 ou 10" au lieu de "visé dans l'article 8, l'article 9 ou l'article 10", dans le texte néerlandais de l'article 4, § 2, 2° et 4°, chaque fois "bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 1," au lieu de "bedoeld in het artikel 8 en 9, § 1", à l'article 4, § 2, 6°, dans le texte néerlandais "bedoeld in de artikelen 9, § 1, en 11" au lieu de "bedoeld in het artikel 9, § 1 en 11" et "visé dans les articles 12, 13 ou 14" au lieu de "visé dans l'article 12, l'article 13 ou l'article 14", et enfin dans le texte néerlandais de l'article 4, § 2, 7°, "artikel 7" au lieu de "het artikel 7".

Die rechtsgrond wordt wel geboden door, wat de centrale rijksbesturen betreft, de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet, en, wat de openbare instellingen betreft, respectievelijk door artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en door artikel 21, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen Enet het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997. Die bepalingen verlenen de Koning de bevoegdheid om het statuut van de betrokken personeelsleden te bepalen.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

1. Gelet op hetgeen is opgemerkt omtrent de rechtsgrond van het ontworpen besluit, dienen het eerste en het tweede lid van de aanhef te worden vervangen door drie leden, waarin wordt verwezen naar, respectievelijk, de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet, artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 (met vermelding van de vervangende wet van 22 juli 1993) en artikel 21, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997.

2. In het huidige derde lid van de aanhef (dat het vierde lid wordt) dient eveneens melding te worden gemaakt van het wijzigende besluit van 5 september 2002.

3. In het vijfde lid van de aanhef schrijve men "Onze Minister van Begroting" in plaats van "de Minister van Begroting".

Artikel 2

Door de auditeur-verslaggever gevraagd naar de situatie van de openbare instelling "Paleis voor Schone Kunsten", verklaarde de gemachtigde van de regering wat volgt :

« Het Paleis voor Schone Kunsten is niet opgenomen in de lijst vermeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken. In dat artikel 1 zijn enkel nog die overheidsdiensten opgenomen die het statuut van het rijkspersoneel onvoorwaardelijk volgen. Eventueel dienen uwe dan het koninklijk besluit van 30 april 1991 enkel op te heffen voor die (instellingen) die onder het toepassingsgebied van het nieuwe (besluit) vallen. Op PSK is namelijk via het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, het koninklijk besluit van 29 juni 1973 (*Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 1973 en erratum gepubliceerd in *Belgisch Staatsblad* van 25 september 1973) houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries (van toepassing) welk het koninklijk besluit van 30 april 1991 vermeldt. »

Artikel 3

1. In artikel 3, eerste lid, 1°, wordt best verwezen naar artikel 4, § 1, in plaats van naar artikel 4 in het algemeen.

2. Met betrekking tot artikel 3, 3°, verklaart de gemachtigde van de regering :

« Eigenlijk is artikel 2, 3° (lees : artikel 3, 3°) overbodig geworden door de artikel 5, vierde lid dat uitdrukkelijk bepaalt dat men de premie verliest indien men 30 dagen ononderbroken afwezig is tenzij in de gevallen bepaald in het vijfde lid ».

Gelet op artikel 5, vierde en vijfde lid, kan artikel 3, 3°, inderdaad beter vervallen.

Artikel 4

1. In de paragrafen 1 en 3 schrijve men in de Nederlandse tekst "het vereiste" in plaats van "de vereistheid" en in de Franse tekst "le niveau de connaissance linguistique" in plaats van "le niveau des connaissances linguistiques", en "au tableau figurant en annexe" in plaats van "au tableau repris en annexe".

2. Men schrijve in de inleidende zinsnede van artikel 4, § 2, "Onder... wordt verstaan" in plaats van "Onder... verstaan we".

Die opmerking geldt ook ten aanzien van artikel 4, § 3.

3. In artikel 4, § 2, 1°, schrijve men "bedoeld in de artikelen 8, 9 of 10" in plaats van "bedoeld in het artikel 8, het artikel 9 of het artikel 10", in de Nederlandse tekst van artikel 4, § 2, 2° en 4°, telkens "bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 1," in plaats van "bedoeld in het artikel 8 en 9, § 1", in artikel 4, § 2, 6°, "bedoeld in de artikelen 9, § 1, en 11 of liet taalexamen bedoeld in de artikelen 12, 13 of 14" in plaats van "bedoeld in het artikel 9, § 1 en 11 of het taalexamen bedoeld in het artikel 12, het artikel 13 of het artikel 14", en ten slotte in de Nederlandse tekst van artikel 4, § 2, 7°, "artikel 7" in plaats van "het artikel 7".

4. Etant donné que le niveau A n'existe pas encore, il y aura lieu, à l'article 4, § 2, 4°, de faire mention du niveau 1 au lieu du niveau A.

5. Ainsi que l'a indiqué le fonctionnaire délégué, l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique visé à l'article 4, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, se réfère à l'avis visé à l'article 61, § 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. Selon la disposition précitée, les ministres consultent cette Commission sur "toutes les affaires d'ordre général qui concernent l'application des présentes lois coordonnées".

Le Conseil d'Etat, section de législation, n'aperçoit toutefois pas la disposition des lois coordonnées visées dont l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, constituerait l'application ou la mise en oeuvre. Il faut du reste souligner que c'est au législateur qu'il appartient d'imposer des règles en matière de connaissances linguistiques.

6. Le rapport au Roi ne justifie pas avec suffisamment de clarté la disposition de l'article 4, § 3, alinéa 2. Au cas où une justification adéquate existerait, mieux vaudrait en faire explicitement mention dans le rapport du Roi.

7. Sans préjudice de l'observation formulée sous le point 6, il conviendrait d'écrire dans le texte néerlandais de l'article 4, § 3, alinéa 2, dans un souci de conformité avec le texte français, "In afwijking van" au lieu de "Onverminderd".

8. L'article 4, § 3, alinéa 3, est tout à fait superflu et peut dès lors être omis.

Article 6

Il est renvoyé à l'observation relative à l'article 2 du projet.

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

T. Baert et J. Smets, conseillers d'Etat;

G. Schrans et A. Spruyt, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Smets.

Le rapport a été présenté par M. B. Weekers, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J. Drijkoningen, premier référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

M. Van Damme.

16 MAI 2003. — Arrêté royal accordant des primes linguistiques aux membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, deuxième alinéa de la Constitution,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997, notamment l'article 21, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel des administrations de l'Etat, modifié par les lois du 20 juillet 2000, du 5 septembre 2002 et du 29 novembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 décembre 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 février 2003;

4. Aangezien er nog geen niveau A bestaat, dient in artikel 4, § 2, 4°, melding te worden gemaakt van niveau 1 in plaats van niveau A.

5. Volgens de gemachtigde van de regering verwijst het in artikel 4, § 3, eerste lid, 2°, bedoelde advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht naar het in artikel 61, § 2, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, bedoelde advies. Luidens zo-even vermelde bepaling raadplegen de ministers die Commissie over "alle zaken van algemene aard die de toepassing van (de) gecoördineerde wetten betreffen".

De Raad van State, afdeling wetgeving, ziet evenwel niet van welke bepaling uit die gecoördineerde wetten artikel 4, § 2, eerste lid, 2°, de toepassing of de uitvoering zou zijn. Overigens dient te worden opgemerkt dat het opleggen van talenkennis een zaak van de wetgever is.

6. Het verslag aan de Koning maakt niet geheel duidelijk welke de verantwoording is voor het bepaalde in artikel 4, § 3, tweede lid. Zo een afdoende verantwoording voor deze bepaling bestaat, dient deze best in het verslag aan de Koning nader te worden geëxpliciteerd.

7. Onverminderd opmerking 6, dient in de Nederlandse tekst van artikel 4, § 3, tweede lid, conform de Franse tekst ervan, te worden geschreven "In afwijking van" in plaats van "Onverminderd".

Artikel 4, § 3, derde lid, is geheel overbodig en kan derhalve vervallen.

Artikel 6

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 2 van het ontwerp.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter,

T. Baert en J. Smets, staatsraden;

G. Schrans en A. Spruyt, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Smets.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Weekers, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer J. Drijkoningen, eerste referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

M. Van Damme.

16 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot toekenning van taalpremies aan de personeelsleden van het Federaal Administratief Openbaar Ambt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, inzonderheid op artikel 21, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 april 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, 5 september 2002 en 29 november 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 december 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 7 februari 2003;

Vu le protocole n° 451 du 26 février 2003 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.045 du Conseil d'Etat, donné le 8 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° "lois coordonnées" : les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

2° "L'AR examens linguistiques" : l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

3° "SELOR", le Bureau de Sélection de l'Administration fédérale;

4° « personnel statutaire » : l'ensemble des agents et les stagiaires.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux personnel statutaire et aux membres du personnel engagés par les liens d'un contrat de travail du Palais des Beaux-Arts et des services mentionnés dans l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, à l'exception des titulaires d'une fonction d'encadrement ou de management et des adjoints bilingues, ainsi qu'aux membres des cellules stratégiques des services publics fédéraux.

Art. 3. Une prime linguistique est accordée aux membres du personnel visé à l'article 2, à condition :

1° qu'ils aient apporté devant une commission d'examen constituée par l'Administrateur délégué du SELOR – Bureau de Sélection de l'Administration fédérale, la preuve qu'ils connaissent la deuxième langue, fixée à l'article 4, § 1^{er}, ou qu'ils soient exemptés de cet examen sur base de leur diplôme, et que le certificat de connaissance linguistique corresponde à leur niveau;

2° que leur résidence administrative soit établie dans la Région de Bruxelles-Capitale ou qu'ils soient affectés à un service dans lequel le bilinguisme du personnel est imposé ou autorisé par une disposition légale.

Ces conditions sont cumulatives.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant mensuel de la prime linguistique est fixé selon le niveau du membre du personnel, le niveau des connaissances linguistiques et selon l'exigence de niveau de la connaissance de la deuxième langue conformément au tableau repris en annexe.

§ 2. Par le niveau de connaissance linguistique, on vise :

1° la connaissance élémentaire de la deuxième langue, à savoir la connaissance prouvée à l'aide de l'examen linguistique visé dans les articles 8, 9 ou 10 de l'AR examens linguistiques;

2° la connaissance linguistique imposée aux membres du personnel des niveaux B, C et D des services régionaux du Service public fédéral Finances qui sont établis dans la Région de Bruxelles-Capitale, à savoir la connaissance prouvée à l'aide des examens linguistiques visés dans les articles 8 et 9, § 1^{er} de l'AR examens linguistiques;

3° la connaissance fonctionnelle de la deuxième langue, adaptée à la tâche d'évaluation, à savoir la connaissance prouvée à l'aide de l'examen linguistique élaboré conformément à l'article 43ter, § 7, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées;

4° la connaissance linguistique imposée aux membres du personnel du niveau 1 des services régionaux du Service public fédéral Finances qui sont établis dans la Région de Bruxelles-Capitale, à savoir la connaissance prouvée à l'aide des examens linguistiques visés dans les articles 8 et 9, § 1^{er} de l'AR examens linguistiques;

5° la connaissance de la deuxième langue pour assurer l'unité de jurisprudence, à savoir la connaissance prouvée à l'aide de l'examen linguistique élaboré conformément à l'article 43ter, § 7, alinéa 5, des lois coordonnées;

Gelet op het protocol nr. 451 van 26 februari 2003 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies nr. 35.045 van de Raad van State, gegeven op 8 april 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° "gecoördineerde wetten" : de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966;

2° "het KB taalexamens" : het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966;

3° "SELOR" : het Selectiebureau van de Federale Overheid;

4° "statutair personeel" : het geheel van de ambtenaren en stagiairs.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op het statutair personeel en de bij arbeidsovereenkomst tewerkgestelde personeelsleden van het Paleis voor Schone Kunsten en de diensten, vermeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, uitgezonderd de houders van een management- of staffunctie en de tweetalig adjuncten, alsook op de leden van de cellen beleidsvoorbereiding van de federale overheidsdiensten.

Art. 3. Een taalpremie wordt toegekend aan de in artikel 2 bedoelde personeelsleden, op voorwaarde dat :

1° zij voor een examencommissie, samengesteld door de Afgevaardigd bestuurder van SELOR – Selectiebureau van de Federale overheid, het bewijs hebben geleverd van de kennis van de tweede taal, zoals bepaald bij artikel 4, § 1, of op grond van hun diploma van dit examen zijn vrijgesteld, en dat het uitgereikte bewijs omtrent de taalkennis overeenstemt met hun niveau;

2° hun administratieve standplaats gevestigd is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of dat zij aangewezen zijn voor een dienst waar de tweetaligheid van het personeel wordt opgelegd of toegestaan door een wettelijke bepaling.

Deze voorwaarden zijn cumulatief.

Art. 4. § 1. Het maandbedrag van de taalpremie wordt naargelang het niveau van het personeelslid, het niveau van de taalkennis en de vereistheid van het niveau van de kennis van de tweede taal bepaald overeenkomstig de tabel in bijlage.

§ 2. Onder niveau van de taalkennis wordt verstaan :

1° de elementaire kennis van de tweede taal, zijnde de kennis bewezen aan de hand van het taalexamen bedoeld in de artikelen 8, 9 of 10 van het KB taalexamens;

2° de taalkennis opgelegd aan de personeelsleden van niveau B, C en D van de gewestelijke diensten van de Federale overheidsdienst Financiën die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd zijn, zijnde de kennis bewezen aan de hand van de taalexamens bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 1, van het KB taalexamens;

3° de functionele kennis van de tweede taal, aangepast aan de evaluatietask, zijnde de kennis bewezen aan de hand van het taalexamen uitgewerkt overeenkomstig artikel 43ter, § 7, eerste lid van de gecoördineerde wetten;

4° de taalkennis opgelegd aan de personeelsleden van niveau 1 van de gewestelijke diensten van de Federale overheidsdienst Financiën die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd zijn, zijnde de kennis bewezen aan de hand van de taalexamens bedoeld in de artikelen 8 en 9, § 1, van het KB taalexamens;

5° de kennis van de tweede taal vereist voor het verzekeren van de eenheid van rechtspraak, zijnde de kennis bewezen aan de hand van het taalexamen uitgewerkt overeenkomstig artikel 43ter, § 7, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten;

6° la connaissance suffisante de la deuxième langue, à savoir la connaissance prouvée à l'aide des examens linguistiques visés dans les articles 9, § 1^{er}, et 11 ou l'examen linguistique visé dans les articles 12, 13 ou 14 des AR examens linguistiques;

7° la connaissance approfondie de la deuxième langue, à savoir la connaissance prouvée à l'aide de l'examen linguistique visé à l'article 7 de l'AR examens linguistiques.

§ 3. Par l'exigence du niveau de la connaissance de la deuxième langue on vise :

1° que la connaissance linguistique est légalement obligatoire;

ou

2° qu'on réussit l'épreuve linguistique volontaire qui fait partie de la sélection comparative. Les personnes recrutées en qualité de traducteur-réviseur ou interprète sont exclues.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la seule promotion dans le cadre bilingue ne donne pas droit à une prime linguistique, mentionnée à l'article 4.

§ 4. Le montant annuel des augmentations salariales moyennes de l'échelle de traitement liée au grade ou à la classe de fonctions du membre du personnel est fixé par le montant égal à la différence entre le maximum et le minimum de l'échelle de traitement du membre du personnel, divisé par le nombre correspondant au nombre d'années requis pour l'octroi du traitement maximum dans cette échelle de traitement.

Art. 5. La prime linguistique est liquidée en même temps que le traitement.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics fédéraux, s'applique également à cette prime.

Elle est liée à l'indice pivot 138,01.

En cas d'interruption de l'exercice de la fonction la prime pour une connaissance requise de la deuxième langue n'est due que lorsque cette interruption ne dure pas plus longtemps que trente jours ouvrables.

Le précédent alinéa ne s'applique pas dans les cas suivants :

1° absence pour cause de maladie;

2° absence pour cause d'accident survenu au travail ou sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle;

3° absence justifiée par l'obtention d'un congé ou d'une interruption de travail visés aux articles 39, 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, à l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public et aux articles 34 à 37 et 117, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés au membre du personnel des administrations de l'Etat.

Art. 6. L'arrêté royal du 30 avril 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel des administrations de l'Etat, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,

L. VAN DEN BOSSCHE

6° de voldoende kennis van de tweede taal, zijnde de kennis bewezen aan de hand van de taalexamens bedoeld in de artikelen 9, § 1, en 11 of het taalexamen bedoeld in de artikelen 12, 13 of 14 van het KB taalexamens;

7° de grondige kennis van de tweede taal, zijnde de kennis bewezen aan de hand van het taalexamen bedoeld in artikel 7 van het KB taalexamens.

§ 3. Onder de vereistheid van het niveau van de kennis van de tweede taal wordt verstaan :

1° dat de taalkennis wettelijk verplicht is;

of

2° dat men slaagt voor de vrijwillige taalproef die deeluitmaakt van de vergelijkende selectie. De personen geworven in de hoedanigheid van vertaler-revisor of tolk worden uitgesloten.

In afwijking van het eerste lid, geeft de loutere bevordering in het tweetalig kader geen recht op een taalpremie, bedoeld in artikel 4.

§ 4. Het jaarlijks beloop der gemiddelde weddenverhogingen van de weddenschaal verbonden aan de graad of de functieklaas van het personeelslid wordt bepaald door het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximum en het minimum van de weddenschaal van het personeelslid, gedeeld door het getal overeenstemmend met het aantal jaren vereist voor de toekenning van de maximumwedde in die weddenschaal.

Art. 5. De taalpremie wordt tegelijk met de wedde vereffend.

De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel der federale overheidsdiensten, geldt eveneens voor deze premie.

Zij wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

In geval van onderbreking van de ambtsuitoefening is de premie voor een vereiste kennis van de tweede taal alleen verschuldigd als die onderbreking niet langer duurt dan dertig werkdagen.

In volgende gevallen is het vorig lid niet van toepassing :

1° afwezigheid wegens ziekte;

2° afwezigheid wegens een ongeval voorgekomen op het werk of op weg naar en van het werk of wegens een beroepsziekte;

3° afwezigheid gewettigd door het bekomen van verlof of werkonderbreking bedoeld in de artikelen 39, 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971, in artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector en in de artikelen 34 tot 37 en 117, § 1, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 30 april 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel van de rijksbesturen wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,

L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe — Bijlage

Annexe visée à l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 accordant des primes linguistiques aux membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale

Bijlage zoals bedoeld in artikel 4, § 1, van het koninklijk 16 mei 2003 besluit tot toekenning van taalpremies aan de personeelsleden van het Federaal Administratief Openbaar Ambt

Type de connaissance linguistique Soort taalkennis	Fixation du montant mensuel brut indexé Bepaling van het geïndexeerd brutomaandbedrag		
	Niv. 1	Niv. B et/en C	Niv. D
Connaissances linguistiques élémentaires requises, telles que fixées dans l'article 4, § 2, 2° Vereiste elementaire taalkennis, zoals bepaald in artikel 4, § 2, 2°	/	€ 37	€ 37
Connaissances linguistiques élémentaires, fonctionnelles, suffisantes ou approfondies non requises, telles que fixées dans l'article 4, § 2, 1°, 3° et 5° à 7° Niet-vereiste elementaire, functionele, voldoende of grondige taalkennis, zoals bepaald in artikel 4, § 2, 1°, 3° en 5° tot en met 7°	€ 24,79	€ 12,40	€ 12,40
Connaissances linguistiques fonctionnelles, suffisantes ou approfondies requises pour l'évaluation, telles que visées dans l'article 4, § 2, 3° et 5° à 7° et § 3, 1° et l'article 4, § 2, 4° Vereiste functionele, voldoende of grondige taalkennis voor evaluatie, zoals bedoeld in artikel 4, § 2, 3° en 5° tot en met 7° en § 3, 1° en artikel 4, § 2, 4°	2 × le montant annuel des augmentations salariales moyennes de l'échelle de traitement liée au grade ou à la classe de fonctions du membre du personnel — 2 × het jaarlijks beloop der gemiddelde weddenverhogingen van de weddenschaal verbonden aan de graad of de functieklasse van het personeelslid		
Connaissances linguistiques fonctionnelles, suffisantes ou approfondies requises pour l'unité de jurisprudence, telles que fixées dans l'article 4, § 2, 5° à 7° et § 3 Vereiste functionele, voldoende of grondige taalkennis voor eenheid van rechtspraak, zoals bedoeld in artikel 4, § 2, 5° tot en met 7° en § 3	4 × le montant annuel des augmentations salariales moyennes de l'échelle de traitement liée au grade ou à la classe de fonctions du membre du personnel — 4 × het jaarlijks beloop der gemiddelde weddenverhogingen van de weddenschaal verbonden aan de graad of de functieklasse van het personeelslid		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 mai 2003 accordant des primes linguistiques aux membres du personnel de la Fonction publique administrative fédérale.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 mei 2003 tot toekenning van taalpremies aan de personeelsleden van het Federaal Administratief Openbaar Ambt.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2003 — 2383

[C — 2003/02125]

16 MAI 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d'intérêt public

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 4, modifié par la loi du 30 mars 1994, l'arrêté royal du 3 avril 1997 et les lois des 20 mai 1997, 22 mars 1999 et 26 mars 2001;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les administrations et autres services des ministères ainsi que dans certains organismes d'intérêt public, modifié par la loi du 22 juillet 1993 et les arrêtés royaux des 14 septembre 1994, 10 février 1995, 10 avril 1995, 6 février 1996, 5 juillet 1996, 27 juillet 1997, 9 décembre 1998, 13 juin 1999, 12 août 2000, 13 juillet 2001, 17 septembre 2001 et 28 janvier 2002;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2003 — 2383

[C — 2003/02125]

16 MEI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten van de ministeries en in sommige instellingen van openbaar nut

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 3 april 1997 en de wetten van 20 mei 1997, 22 maart 1999 en 26 maart 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de besturen en andere diensten van de ministeries en in sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993 en de koninklijke besluiten van 14 september 1994, 10 februari 1995, 10 april 1995, 6 februari 1996, 5 juli 1996, 27 juli 1997, 9 december 1998, 13 juni 1999, 12 augustus 2000, 13 juli 2001, 17 september 2001 en 28 januari 2002;